

RAPPORT N° 2022/2-35
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 avril 2022

OBJET : MISE A LA REFORME DE DIVERS MATERIELS D'ENTRETIEN DU CIMETIERE INTERCOMMUNAL DE BOIS ROUGE - Référence au projet politique : Orientation 2 /Axe 6 / Engagement 15

L'objet du présent rapport s'inscrit en référence au projet politique de la mandature comme suit :

- Orientation 2 : « favoriser le développement équilibré du territoire intercommunal » ;
- Axe 6 : « s'orienter vers un développement humain ambitieux » ;
- Engagement 15 : « améliorer l'efficacité des opérations funéraires » qui touche la densification du cimetière intercommunal de Bois Rouge et le futur nouveau cimetière intercommunal à Sainte-Suzanne

Il est proposé la mise à la réforme de divers matériels d'entretien devenus hors d'usage. Le descriptif vous est proposé en annexe.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Prononcer le déclassement du domaine public de divers matériels d'entretien devenus hors d'usage tels qu'ils sont répertoriés dans le tableau en annexe ;
- Approuver leur mise à la réforme ;
- M'autoriser à les mettre au rebut et à procéder à leur évacuation vers les sites de traitement de déchets adaptés.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



DECISION N° 2022/2-35
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 avril 2022

OBJET : MISE A LA REFORME DE DIVERS MATERIELS D'ENTRETIEN DU CIMETIERE INTERCOMMUNAL DE BOIS ROUGE - Référence au projet politique : Orientation 2 /Axe 6 / Engagement 15

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n°258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n°2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accords-cadres de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions publiques d'aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L.5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n°2022/2-35 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

De prononcer le déclassement du domaine public de divers matériels d'entretien devenus hors d'usage tels qu'ils sont répertoriés dans le tableau en annexe.

ARTICLE 2

D'approuver leur mise à la réforme.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à les mettre au rebut et à procéder à leur évacuation vers les sites de traitement de déchets adaptés.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

, 13 AVR 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220408-BC2022-2-35-DE Date de télétransmission : 14/04/2022 Date de réception préfecture : 14/04/2022
--